



...le rapport d'information

LA FRANCE EN AMÉRIQUE DU SUD, QUELLES RELATIONS AVEC NOS VOISINS BRÉSILIEN, SURINAMAIS ET GUYANIEN ?

Rapport d'information de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et M. André Vallini, rapporteurs, Mme Catherine Dumas, M. Philippe Folliot et Mme Nicole Duranton, sénateurs.

Douze ans après la publication du dernier rapport consacré au Brésil par la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées¹, il était indispensable de mener de nouveaux travaux sur ce pays tant ce dernier a connu d'importants bouleversements politiques au cours de la décennie écoulée : destitution de la Présidente Dilma Rousseff en août 2016, accession au pouvoir du dirigeant d'extrême droite Jair Bolsonaro en 2018, et élection, pour un troisième mandat, de Luiz Inácio Lula da Silva en octobre 2022.

Ces alternances, sur fond de polarisation de plus en plus marquée de la société brésilienne, ont eu des répercussions importantes tant à l'intérieur des frontières du pays, en matières économique, sociale et environnementale, qu'en dehors, en raison de la place qu'il était parvenu à occuper à la fin des années 2010 aux niveaux régional et international.

L'objectif de cette mission d'information était double :

- établir un bilan de la situation économique, sociale et politique du Brésil à l'amarce de la troisième présidence Lula, tout en identifiant les axes de possible renforcement de la relation bilatérale ;
- analyser les atouts et les défis que représente la présence de la France en Amérique du Sud, par l'intermédiaire du département de la Guyane, en mettant l'accent sur les relations qu'elle entretient avec ses voisins du Plateau des Guyanes, immédiats, comme le Brésil et le Suriname, ou plus lointains, comme le Guyana, et sur les pistes d'approfondissement de ces derniers.

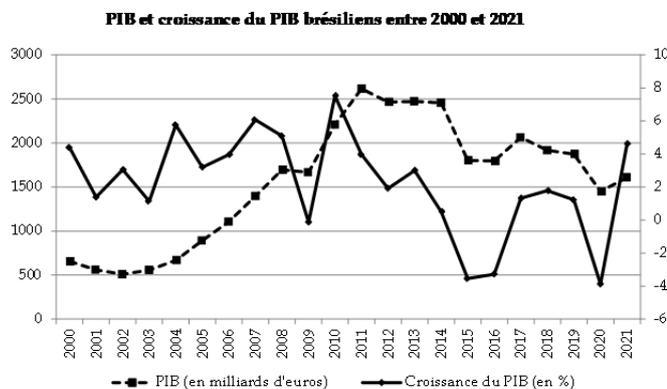
¹ Rapport d'information n° 662 (2010-2011) de MM. Josselin de Rohan, Jean Besson, Bernard Piras et Yves Pozzo di Borgo, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, déposé le 22 juin 2011.

1. BRÉSIL : LE RETOUR DE L' « IMPAVIDE COLOSSE »¹ ?

A. LE BRÉSIL EST CONFRONTÉ À D'IMPORTANTES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

1. Au plan économique, à la « *décennie dorée* » du début des années 2000 a succédé une « *décennie perdue* » des années 2010-2020

Au cours de la première décennie des années 2000, le Brésil a connu une **amélioration significative de sa situation économique** marquée notamment par un **taux de croissance élevé** (plus de 4 % en moyenne entre 2003 et 2011) et une **baisse du taux de chômage de l'ordre de 30 %**. Cette période s'est en outre caractérisée par une distribution plus équitable des revenus du travail.



À cette « *décennie dorée* » a toutefois succédé une « *décennie perdue* », avec une croissance annuelle de 0,6 % en moyenne au cours de la période. Celle-ci s'est également traduite par une dégradation des finances publiques brésiliennes : **la dette publique devrait ainsi s'élever à 88 % du PIB en 2023**, contre 61 % en 2011.

L'économie brésilienne est notamment pénalisée par une série de « handicaps » socio-économiques, communément appelés « **coût Brésil** » estimé à plus de 1 500 milliards de réaux.

2. Un pays fortement polarisé

Depuis la récession de 2015-2016, les inégalités et la pauvreté sont reparties à la hausse. Entre 2014 et 2021, le revenu moyen des 40 % les plus pauvres a diminué de 8 %, tandis que celui des 10 % les plus riches a augmenté de 7,2 %. Par ailleurs, **le Brésil compterait à l'heure actuelle plus de 30 millions de personnes souffrant de la faim.**

L'élection présidentielle des 2 et 30 octobre 2022, qui a vu le retour de Lula au pouvoir, a mis en lumière **une société brésilienne profondément divisée** entre les valeurs prônées par le camp bolsonariste (travail, famille traditionnelle, religion, notamment évangélique) et celles portées par Lula et ses alliés (lutte contre les inégalités et les discriminations, dialogue, protection de l'environnement).

Une semaine après l'investiture du nouveau Président, **le 8 janvier 2023, des milliers de partisans de Jair Bolsonaro réclamant un coup d'État militaire se sont ainsi introduits dans les bâtiments des trois pouvoirs (Congrès fédéral, Présidence et Tribunal suprême fédéral), se livrant à des actes de vandalisme.**

¹ Expression figurant dans l'hymne national brésilien.

3. La troisième présidence Lula entend tourner la page de l'ère Bolsonaro tout en s'inscrivant dans la continuité des deux premiers mandats

En rupture avec la politique menée par son prédécesseur, le Président Lula a fait de la lutte contre la pauvreté et de la réduction des inégalités les priorités de son Gouvernement.

Ce volontarisme dans le domaine social s'est traduit par **le retour de plusieurs mesures emblématiques de ses premiers mandats telles que les programmes « Bolsa Família » et « Minha Casa Minha Vida ».**

Le nouvel exécutif a également annoncé **la mise en œuvre d'une importante réforme fiscale** qui devra notamment permettre une réduction du « coût Brésil ».

Conformément aux promesses faites durant la campagne, le nouvel exécutif, qui s'est engagé à atteindre une déforestation nette nulle d'ici 2030, a pris différentes mesures pour **combattre la déforestation** telles que la création d'un ministère de l'environnement ou encore la mobilisation de l'armée pour lutter contre l'orpaillage illégal.



Le Président Lula a également fait de la protection des peuples autochtones l'une des priorités de son Gouvernement, appelant dans son discours d'investiture à révoquer « toutes les injustices commises à l'encontre des peuples autochtones ».

Le nouveau Gouvernement doit cependant composer avec un Congrès qui lui est majoritairement défavorable, le parti conservateur de Jair Bolsonaro et ses alliés y détenant la majorité. L'unité nationale manifestée au lendemain du 8 janvier 2023 associée à un certain pragmatisme et une souplesse des partis brésiliens, habitués aux gouvernements de coalition, devraient faciliter l'adoption de certaines réformes.

En matière environnementale cependant, le secteur de l'agro-négoce, bien représenté au sein du Congrès, pourrait constituer un frein au volontarisme du nouvel exécutif.

B. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU BRÉSIL : LA RÉAFFIRMATION D'UN LEADERSHIP RÉGIONAL, UNE AMBITION INTERNATIONALE RETROUVÉE ?

1. Après une période d'isolement sous la présidence Bolsonaro, un leadership régional retrouvé ?

Au niveau régional, les premiers mandats du Président Lula ont été marqués par l'affirmation progressive d'une « *hégémonie consensuelle* » brésilienne sur le sous-continent.

Cette stratégie régionale du Brésil s'est déclinée en **deux volets : un volet économique, via un appui à l'élargissement et à l'approfondissement du Mercosur** (marché commun du Sud), **et un volet politique avec la création et le renforcement de l'Unasur** (Union des nations sud-américaines).

Si, durant la présidence Bolsonaro, le Brésil s'est détourné de l'Amérique latine au profit d'un rapprochement avec les États-Unis, **le Président Lula a clairement affirmé son souhait de relancer le processus d'intégration régionale. L'une des premières décisions prises par le nouvel exécutif a ainsi consisté à réintégrer la CELAC** (Communauté d'États Latino-Américains et Caraïbes) le 5 janvier 2023. Dès le 23 janvier 2023, Lula s'est en outre rendu en Argentine pour assister au VII^e sommet de l'organisation. Enfin, le 30 mai 2023, un sommet des chefs d'État du continent sud-américain s'est réuni à Brasilia, témoignant de l'engagement du nouvel exécutif dans l'intensification des liens entre pays du sous-continent.

2. Une ambition internationale réaffirmée

Au début de la décennie 2010, sous l'impulsion du Président Lula qui avait fait du renforcement des relations Sud-Sud un axe fort de la politique étrangère brésilienne, **le Brésil s'est imposé comme le porte-parole du « Sud Global »**, parvenant à en affirmer la place sur la scène internationale.

Cette volonté de **rééquilibrage des relations internationales au profit des pays du Sud demeure un marqueur fort de la politique étrangère du Gouvernement Lula III.** Dans le domaine économique et monétaire, celle-ci se traduit par un narratif appelant à une « dédollarisation » de

Entretien avec Mme Maria Laura Rocha, secrétaire générale du ministère des Affaires étrangères



de l'économie mondiale, à une réforme de l'architecture financière internationale et à un assouplissement des conditions de remboursement des dettes des pays du Sud.

La politique étrangère brésilienne a cependant pu être perçue comme ambiguë, en particulier dans le contexte de la guerre en Ukraine. Dans un entretien accordé au Time Magazine le 22 mai 2022 alors qu'il n'était encore que candidat, **Lula a semblé renvoyer dos à dos les Présidents Poutine et Zelensky. S'il refuse d'appliquer des sanctions à l'encontre de la Russie** tant que celles-ci n'auront pas été décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU - au sein duquel la Russie, membre permanent, dispose d'un droit de veto - **ou de livrer des armes à l'Ukraine, le Brésil a cependant voté en faveur de la plupart des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies.** Le Brésil entend ainsi assumer un rôle de **médiateur** dans ce conflit, proposant la **création d'un « club de la paix »** qui réunirait des pays non occidentaux et servirait d'intermédiaire entre les belligérants.

L'évolution des relations entre l'UE et le Brésil dépendent quant à elles pour partie du futur de l'accord d'association négocié depuis 1999. Au cours des derniers mois, celui-ci a suscité un certain regain d'intérêt côté européen. Le 17 janvier 2023, la Présidente de la Commission européenne, Ursula van der Leyen a ainsi appelé depuis le Forum économique mondial à « *relancer les débats en ce qui concerne l'accord du Mercosur* ». **Le Mercosur se montrerait en outre constructif sur l'instrument additionnel présenté par la Commission et aurait donné son consentement pour « débloquer » l'accord sans demander une réouverture des négociations.**

Dans la perspective de sa présidence de l'Union européenne débutée le 1^{er} juillet 2023, **l'Espagne avait émis le souhait que les discussions puissent aboutir d'ici le sommet UE-CELAC des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra à Bruxelles les 17 et 18 juillet 2023.** Ce calendrier, déjà optimiste en début d'année 2023, semble désormais peu vraisemblable compte tenu du report des négociations sur l'instrument additionnel.

S'il peut sembler excessif de considérer qu'un éventuel échec des discussions sur cet accord ancrera définitivement le Brésil à la Chine, compte tenu des relations commerciales qui existent déjà entre les deux pays, et si la mission ne méconnaît pas les problématiques soulevées par cet accord qui ont été bien rappelées par des résolutions ou projets de résolutions déposés à l'Assemblée nationale et au Sénat, **elle considère qu'il convient de poursuivre les discussions sur ce sujet en prenant notamment en compte le volontarisme de Brasilia en matière environnementale,** cet accord pouvant, à tout le moins, contribuer au renforcement du lien unissant le Brésil aux pays occidentaux.

C. APRÈS UNE PARENTHÈSE SOUS LA PRÉSIDENTE BOLSONARO, DES « RETROUVAILLES » ENTRE LA FRANCE ET LE BRÉSIL AUXQUELLES IL CONVIENT DE DONNER UNE TRADUCTION CONCRÈTE

1. Une volonté partagée de relance des relations bilatérales

L'élection du Président Lula ouvre incontestablement un nouveau chapitre de nos relations diplomatiques.

Lors de son déplacement au Brésil en février 2023, la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Catherine Colonna, a ainsi qualifié de « *retrovailles* » cette volonté partagée de tourner la page de la présidence sortante.

L'ensemble des personnes rencontrées par la mission ont mis en avant la nécessité de renouer des liens nourris et réguliers avec la France.

Cette main tendue doit être saisie rapidement alors que plusieurs de nos alliés et compétiteurs ont déjà opéré un rapprochement, parfois plus marqué, avec ce « *nouveau Brésil* ».

Plusieurs chefs d'État, dont le Roi d'Espagne et les Présidents du Portugal et de l'Allemagne, ou encore le Vice-Président chinois Wang Qishan **étaient ainsi présents lors de l'investiture du Président Lula**, alors que la France n'y était représentée que par le **ministre délégué chargé du commerce extérieur, de l'attractivité et des Français de l'étranger**. Le Président Lula a par ailleurs accueilli plusieurs visites officielles depuis son élection : **le Chancelier allemand Olaf Scholz s'est ainsi rendu à Brasilia dès le mois de janvier 2023, promettant le versement de 200 millions d'euros pour la protection de l'Amazonie. Le ministre des affaires étrangères russes, Sergueï Lavrov, a également été reçu par son homologue brésilien Mauro Vieira puis le Président Lula en avril 2023.**

2. Un partenariat stratégique qui doit être relancé

Dans le domaine de la défense, **le partenariat stratégique s'est matérialisé par un plan d'actions conclu en 2008, qui a notamment donné lieu à d'importants contrats dans les domaines naval, aéronautique et spatial.**

Dans le domaine naval plus spécifiquement, un ambitieux programme de transfert de technologie baptisé ProSub (*Programa de desenvolvimentos de submarinos o Brasil*) a été signé en 2009. Il repose sur **deux piliers** :

- **la construction d'un chantier et d'une base navale à Itaguaí ;**

- **la construction de 4 sous-marins conventionnels de type Scorpène dans les chantiers d'Itaguaí et l'assistance à la construction d'un sous-marin à propulsion nucléaire.**

Le premier sous-marin conventionnel, baptisé Riachuelo, a été livré et mis en service le 1^{er} septembre 2022. L'Humaitá, qui a réalisé ses essais à la mer, devrait pour sa part être livré à la fin de l'année 2023. Les deux derniers sous-marins, le Tonelero et l'Angostura, seront quant à eux mis en service respectivement en 2024 et 2025.

Visite du chantier et de la base navale d'Itaguaí



Il convient de préparer dès maintenant l'après 2025, date de mise en service du dernier sous-marin conventionnel.

Plusieurs axes de relance de ce partenariat pourraient être envisagés : renforcement de l'appui français aux autorités brésiliennes dans la construction d'un sous-marin à propulsion nucléaire, utilisation d'Itaguaí comme d'un « relais » en Amérique latine pour la vente de sous-marins de type Scorpène qui seraient construits au Brésil, conclusion d'un partenariat dans le domaine terrestre avec la livraison de systèmes CAESAR, etc.

2. LA PRÉSENCE FRANÇAISE SUR LE PLATEAU DES GUYANES : UN ATOUT POUR LA FRANCE QUI DOIT ÊTRE CONSOLIDÉ

Selon les mots de Thierry Queffelec, préfet de la Guyane, **le département de la Guyane, plus grand département français avec plus de 83 000km², représente « la France en Amérique Latine »**. Si la France partage avec ses voisins immédiats que sont le Brésil et le Suriname, ou plus lointains comme le Guyana, les innombrables atouts de cette région (biodiversité, ressources naturelles, etc.), **elle est également confrontée aux mêmes problématiques** (protection d'un territoire rendue difficile du fait de son étendue et de ses caractéristiques, développement des activités illicites, questions relatives à l'immigration clandestine, ou encore défis liés à la protection de l'environnement et à la lutte contre la déforestation. **Ces enjeux, dans une large mesure régionaux, appellent une réponse coordonnée avec les pays voisins.**

A. UNE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE FRANCO-BRÉSILIENNE DÉJÀ INTENSE MAIS QUI DOIT ÊTRE ENCORE RENFORCÉE

La France et le Brésil partagent une frontière de plus de 730 km, ce qui constitue la plus longue frontière terrestre française.

La coopération transfrontalière dans les domaines militaires (en particulier en matière de lutte contre la pêche ou l'orpaillage illégaux), judiciaire et policier est déjà intense. Différentes mesures pourraient cependant être prises pour

en renforcer la portée telles que l'organisation de patrouilles conjointes à la frontière, un renforcement de la coopération judiciaire en matière pénale visant à une meilleure exécution des commissions rogatoires émises par les juges français à l'égard de ressortissants brésiliens ou encore le renforcement de la coopération dans le domaine de la protection de l'environnement *via* le développement de contacts entre magistrats et policiers spécialisés ou des coopérations techniques notamment avec le Censipam brésilien.

Au cours du déplacement, les autorités nationales comme locales brésiliennes ont par ailleurs systématiquement soulevé la question de l'obligation pour les Brésiliens souhaitant se rendre en Guyane de disposer d'un visa, alors qu'une telle obligation n'existe pas pour se rendre sur le territoire métropolitain et que les Guyanais sont, de leur côté, exemptés de visa pour franchir la frontière. **Cette problématique des visas constitue un « irritant » majeur des relations franco-brésiliennes, auquel il conviendrait d'apporter une réponse rapidement.**

Le pont sur l'Oyapock reliant la Guyane au Brésil



B. LE SURINAME : UN DÉVELOPPEMENT ATTENDU, UN PAYS EN PROIE À UNE SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE FORTEMENT DÉGRADÉE

Depuis 2020, le Suriname fait face à une grave crise économique qui l'a contraint à faire défaut sur sa dette extérieure, laquelle s'élevait à près de 150 % du PIB fin 2020. Placé sous l'intervention du FMI avec un programme d'aide de 690 millions de dollars, le Suriname a obtenu l'aide du Club de Paris et le soutien de la France, avec laquelle un accord de restructuration d'une partie de sa dette a été signé en octobre 2022.

Pour faire face à cette situation, le Gouvernement a adopté plusieurs réformes fortement contestées par l'opinion : augmentation du prix de l'électricité et des carburants, gel des salaires des fonctionnaires, ou encore mise en place d'une TVA de 10 % depuis le 1^{er} janvier 2023. Une manifestation contre la vie chère a ainsi eu lieu le 17 février 2023, en marge de laquelle des actes de violence ont été commis contre le siège de la présidence et le bâtiment de l'Assemblée nationale.

L'existence de gisements pétroliers *offshore*, dont les niveaux sont actuellement en cours d'estimation, pourrait, à moyen terme, apporter une réponse à la crise traversée par le Suriname.

La France doit renforcer sa coopération avec le Suriname, pays avec lequel elle partage une frontière de plus de 500km.

En matière de défense, Krishna Mathoera, ministre de la défense du Suriname, a rappelé que « la France est un partenaire très important pour le Suriname ». Depuis 2003, les deux pays sont liés par un accord de statut des forces à l'étranger. La coopération militaire entre nos pays devrait en outre être renforcée avec l'installation d'une mission de défense au sein de l'ambassade de France à partir du 1^{er} août 2023.

Rencontre avec Mme Krishna Mathoera, ministre de la défense du Suriname, le colonel Werner Kloe A Sen, chef d'état-major des armées, et M. Sherif Abdoelhamania, secrétaire général du ministère des affaires étrangères



Dans les domaines judiciaires et policiers, une convention d'entraide en matière pénale a été signée en 2021 qui vise à renforcer la lutte contre la criminalité transfrontalière. La convention de coopération policière transfrontalière signée en 2006 est par ailleurs entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

La mission estime nécessaire que le protocole d'accord pour la reconnaissance de la frontière sur le Maroni-Lawa du 15 mars 2021, qui doit mettre un terme à l'essentiel du contentieux frontalier entre la France et le Suriname, soit rapidement ratifié côté surinamais. Il conviendra ensuite d'aboutir rapidement à un accord sur la 4^e section de la frontière afin de clore définitivement ce chapitre.

Au cours des entretiens, les autorités surinamaises ont mis en avant l'insuffisance des moyens des armées et des forces de sécurité intérieure pour lutter efficacement contre les activités illicites. La France pourrait ainsi apporter un soutien logistique aux forces surinamaises, en envisageant par exemple des cessions de matériels, qu'il s'agisse de véhicules, de moyens de communication, ou encore d'équipements individuels.

C. LE GUYANA, FUTUR « QATAR » D'AMÉRIQUE DU SUD ?

Jusqu'à récemment, le Guyana, ancienne colonie britannique ayant accédé à l'indépendance en 1966, était le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud. La découverte

d'importants gisements de pétrole en mer par l'américain ExxonMobil en 2015 a cependant grandement rebattu les cartes. Avec près de **11,5 milliards de barils équivalents de pétrole**, le pays posséderait ainsi **les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole par habitant au monde**. Sa production de pétrole pourrait ainsi atteindre **1,2 million de barils par jour d'ici 2027**.

Les politiques publiques mises en œuvre par l'actuel Gouvernement guyanien seront donc déterminantes dans le modèle de développement du pays pour les années à venir. Pour éviter la survenance du « syndrome hollandais », **le Gouvernement du Guyana a ainsi mis en place un fonds souverain (*Natural Resource Fund*) placé auprès d'une institution financière newyorkaise**.

La « manne » pétrolière, qui représentait plus de 88 % de la croissance du PIB réel du pays en 2022, devra ainsi servir au développement d'autres secteurs d'activité, en particulier l'agriculture et l'agroalimentaire. À cet égard, le Président Irfaan Ali a rappelé à la mission **la volonté des autorités d'augmenter les investissements dans les infrastructures** (dont 650 millions de dollars pour les infrastructures routières, 258 millions de dollars pour les logements et 210 millions de dollars pour les infrastructures électriques) **ainsi que dans les domaines de l'éducation et de la santé**.

Plusieurs axes de développement des relations franco-guyaniennes doivent être explorés.

Dans le domaine économique tout d'abord, **le Guyana offre d'importantes opportunités pour les entreprises françaises**. Le renforcement de la présence française au Guyana a d'ailleurs été appelé de ses vœux par le Président Irfaan Ali qui a indiqué que les entreprises françaises étaient les bienvenues et souhaiter que la France devienne un « *partenaire clé* » du développement du pays.

En matière de sécurité, ensuite, **le pays demeure confronté aux défis de la criminalité organisée : pêche et orpaillages illégaux et trafics de stupéfiants, en particulier de cocaïne, à destination de l'Amérique du Nord et de l'Europe**. Le Président Ali a ainsi appelé à un renforcement de la coopération franco-guyanaise en matière de lutte contre la criminalité.

Entretien avec MM. Irfaan Ali, Président de la République, et Hugh Todd, ministre des affaires étrangères du Guyana



Enfin, s'agissant des relations diplomatiques, lors des entretiens qu'elle a menés à Georgetown, **les autorités guyaniennes ont toutes indiqué à la mission regretter l'impossibilité pour les Guyaniens d'effectuer les démarches pour obtenir un visa pour la France depuis le territoire du Guyana**. En effet, aucun pays de l'Union européenne ne disposant à l'heure actuelle d'une ambassade à Georgetown, les Guyaniens doivent se rendre à l'ambassade des Pays-Bas au Suriname pour y déposer leur demande de visa Schengen.

Par ailleurs, si l'ouverture d'une ambassade au Suriname également compétente pour le Guyana et la mise en place d'une antenne diplomatique à l'automne 2023 constituent des signaux importants et salués par les autorités guyaniennes rencontrées, la mission considère cependant nécessaire d'aller plus loin en ouvrant une ambassade de plein exercice à Georgetown, à l'instar de ce qu'ont pu faire d'autres pays tels que les États-Unis, la Chine ou la Russie.

En effet, **si la France ne prend pas rapidement l'initiative, nos concurrents ont déjà fait, ou feront dans un futur proche, à n'en pas douter, preuve de davantage de clairvoyance**.

La France doit rapidement se positionner comme un partenaire clé du Guyana

Les recommandations

Donner un nouvel élan à la relation bilatérale franco-brésilienne

- Maintenir la présence française dans la Casa Europa à Rio de Janeiro et développer des partenariats avec des entreprises françaises pour contribuer au financement des travaux nécessaires à sa rénovation.
- Afin de rééquilibrer les flux d'investissement franco-brésiliens, mettre en place un accompagnement renforcé des entreprises brésiliennes envisageant de s'implanter en France.
- Créer un conseil franco-brésilien permettant un dialogue bilatéral de haut niveau régulier sur les sujets économiques et financiers.
- Formaliser la reprise des relations bilatérales par une visite présidentielle, par exemple lors du sommet des pays d'Amazonie, voire une visite d'État à l'occasion de laquelle des engagements concrets devront être pris.
- Renouveler le partenariat stratégique de 2006 et l'étendre à de nouveaux champs tels que le domaine terrestre, le cyber ou le spatial. Étudier les possibilités d'approfondissement du programme ProSub dans le domaine nucléaire et mettre en avant les savoir-faire désormais établis d'ICN dans les discussions qui pourraient être ouvertes avec des pays d'Amérique latine concernant l'acquisition de sous-marins.

Renforcer les relations entre pays du Plateau des Guyanes

- Étudier les modalités de rapprochement entre le parc national des montagnes du Tumucumaque (*Parque Nacional das Montanhas do Tumucumaque*) et le parc Amazonien de Guyane, ce qui constituerait la plus grande zone mondiale de la biodiversité, et étendre cette coopération au Suriname et au Guyana.
- Créer un groupe d'amitié France-Guyana-Suriname.

Intensifier la coopération transfrontalière avec le Brésil

- Mettre en place de véritables patrouilles conjointes permettant aux militaires des deux pays d'appréhender les auteurs d'actes illicites sur le territoire de l'autre pays, dans une zone dont la profondeur devra être déterminée.
- Proposer un renforcement de la coopération judiciaire en matière pénale visant à une meilleure exécution des commissions rogatoires émises par les juges français à l'égard de ressortissants brésiliens, réétudier les modalités d'extradition et de mise en œuvre de la procédure dite de libération conditionnelle « expulsion », voire envisager l'établissement d'une convention sur le transfert de prisonniers.

- Renforcer la coopération dans le domaine de la protection de l'environnement *via* le développement de contacts entre magistrats et policiers spécialisés, des coopérations techniques notamment avec le Censipam, l'appui de la demande brésilienne d'accéder à certaines images prises par le satellite Sentinel-1 ou encore la participation de la France au financement du Fonds Amazone relancé par le Président Lula.
- Ouvrir une Alliance française à Macapá, le cas échéant, dans le cadre d'un partenariat avec le centre de langue et de culture françaises « Danielle Mitterrand ».
- Poursuivre la recherche d'un partenaire bancaire brésilien permettant un financement intermédié de l'AFD à destination de l'État d'Amapá. Outre les thématiques liées à l'environnement et à la culture, prévoir que cette aide sera consacrée au financement d'infrastructures dans le secteur touristique.
- Prévoir un assouplissement du régime des visas applicable aux Brésiliens se rendant en Guyane et, a minima, mettre en place une solution technique permettant aux habitants de l'Amapá de ne pas avoir à se rendre à Brasília pour obtenir un visa.

Accompagner le développement du Suriname

- Envisager une action de Proparco, filiale de l'AFD, en faveur du secteur privé, afin de poursuivre l'accompagnement du développement du Suriname.
- Encourager les autorités surinamaises à procéder à la ratification du protocole d'accord pour la reconnaissance de la frontière Maroni-Lava. Engager rapidement des travaux sur la 4^e et dernière section de la frontière afin de solder définitivement ce contentieux avec le Suriname.
- Maintenir un très haut niveau de coopération en matière policière et œuvrer activement pour la mise en œuvre de l'accord de coopération judiciaire.
- Étudier les possibilités de cessions de matériels et d'équipements au profit des forces de sécurité surinamaises.

Positionner la France comme un partenaire clé du Guyana

- Multiplier les initiatives à destination des entreprises françaises afin de leur faire prendre conscience des opportunités commerciales offertes par le Guyana.
- Étudier les solutions possibles pour faciliter les démarches d'obtention de visas Schengen pour les Guyaniens.
- Créer une ambassade de plein exercice au Guyana.

POUR EN SAVOIR +

- Le Brésil et l'intégration régionale en Amérique latine - Audition de Mme Michèle Ramis, directrice des Amériques et des Caraïbes au ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE), 29 mars 2023.



Christian Cambon

Président de la commission
Sénateur (LR) du Val-de-Marne

Commission des affaires étrangères, de la défense et des
forces armées

<http://www.senat.fr/commission/etr/index.html>



**Joëlle Garriaud-
Maylam**

Rapporteuse
Sénatrice
représentant les
Français établis
hors de France
(LR)



André Vallini

Rapporteur
Sénateur de
l'Isère
(SER)



**Catherine
Dumas**

Sénatrice de Paris
(LR)



Philippe Folliot

Sénateur du Tarn
(UC)



Nicole Duranton

Sénatrice de
l'Eure
(RDPI)